

ACCUSANT LE GOUVERNEMENT DU MARASME QUE VIVENT LES ALGÉRIENS

La CNEC menace de descendre dans la rue

Le secrétaire général de la CNEC (Coordination nationale des enfants de chouhada), Khaled Bounedjma, menace de descendre dans la rue pour faire valoir les droits des adhérents de cette organisation. Il accuse le gouvernement actuel d'être à l'origine du marasme social dans lequel est plongée l'Algérie.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général de la CNEC a animé, hier, une conférence de presse pour «demander l'application des textes de loi relatifs à la prise en charge des enfants de chouhada». Selon Bounedjma, ces textes tardent à être appliqués, soit depuis plus de sept ans, en raison de la résistance qu'opposent certains hauts cadres de l'Etat qu'il accuse de se servir et de servir les intérêts de pays étrangers. Bounedjma ne cite évidemment personne, tout en promettant de donner des noms à la presse.

«Je le ferai au moment opportun», s'est-il contenté de répondre aux journalistes

qui l'interrogeaient sur la liste des «traîtres» qui occupent des postes importants au sein du gouvernement actuel.

Ces derniers sont accusés par le SG de la CNEC de bradage des richesses nationales au moment où le peuple algérien souffre de chômage et autres maux sociaux.

Le conférencier n'a pas caché son soutien au président de la République Abdelaziz Bouteflika dont le choix de l'équipe gouvernementale est fortement critiqué.

«Nous sommes pour le programme du président de la République. Malheureusement, on ne voit pas où est parti l'argent de ce pro-

gramme qui ne profite finalement qu'à une poignée de personnes au sein des hautes sphères du régime», a-t-il encore ajouté.

Le SG de la CNEC accuse le pouvoir actuel de laisser agir les terroristes par sa politique de marginalisation des patriotes et des forces vives de la nation qui ont combattu le terrorisme pendant les quinze dernières années.

Pis, Bounedjma dira que des enfants de ministres en poste profitent de tous les avantages pour fructifier leurs affaires, tels que la facilitation des formalités administratives et l'accès aux prêts bancaires.

Là aussi, l'orateur refuse des donner des noms, préférant qualifier d'anciens moudjahidine et les responsables de l'Etat d'«incapables» et d'exiger de la France de reconnaître les crimes commis en Algérie. Interrogé sur le temps mis

pour rendre publique cette affaire et recourir à la rue afin de se faire entendre, le secrétaire général de la CNEC dira : «Nous avons pensé que les choses allaient s'améliorer avec tout l'argent que possède l'Algérie.

Malheureusement, nous avons été trompés car notre situation sociale n'a pas changé d'un iota.»

C'est en ce sens que Bounedjma regrette que des sommes colossales soient dépensées dans l'organisation de manifestations qui servent, selon lui, plus à détourner l'argent public qu'à améliorer les conditions de vie des Algériens.

«C'est une raison parmi tant d'autres qui nous pousse à descendre dans la rue si l'Etat ne se décide pas à répondre favorablement aux doléances de la CNEC et à celles du peuple algérien», a-t-il menacé.

L. M.

LOUH BALISE LA CONSULTATION SOCIALE

L'évaluation du pacte économique et social en point de mire

Au sein de l'UGTA, on se «range» derrière l'information rendue publique avant-hier par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh. Ce dernier, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse animée au siège de son ministère, avait indiqué qu'aucune tripartite ou bipartite n'est inscrite à l'ordre du jour.

Abder Bettache - (Alger Le Soir) - Toutefois, chez les représentants des travailleurs, le cap est mis sur la réunion d'évaluation du pacte économique et social, dont la date de la tenue sera connue prochainement. Ladite réunion, qui sera présidée par le premier responsable du département du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, est précédée par la mise sur pied d'un groupe de travail.

Composé de représentants du gouvernement, de l'UGTA et de la coordination patronale (CAP, CGOEA, CNPA, la CIPA et Seve), le groupe de travail en question est appelé à valider le rapport d'évaluation avant la tenue de la réunion en question. Selon des sources proches de la centrale syndicale, «il sera d'abord question d'évaluer ce qui a été réalisé et ce qui ne l'est pas». «Comme vous le savez, le pacte national

économique et social, signé par les trois parties et étalé sur quatre années, est soumis à une évaluation annuelle. Chacune des parties signataires engagera une évaluation avant que celle-ci ne soit multilatérale. En tant que syndicat, nous évaluerons nos acquis en contrepartie de nos engagements. C'est à partir de là que le débat sera engagé entre les trois partenaires», explique notre source, en ajoutant que la même démarche sera initiée par les autres parties.

Sur un autre plan, des indiscretions font état du fait que certaines entreprises privées, affiliées au forum des chefs d'entreprise (FCE), auraient émis le vœu d'une rencontre bilatérale entre le gouvernement et l'organisation qui les représente. Or, cette dernière n'a pour le moment nullement exprimé son intention de s'engager dans un tel pro-



Tayeb Louh.

cessus, et ce même si son président ne rate pas ces derniers jours des occasions pour évoquer la question économique nationale.

Sur un autre plan, un tête-à-tête entre le chef du gouvernement et le président du FCE ou encore son «intégration» dans un processus tripartite serait mal perçu par les autres organisations patronales. La raison ? «Si le FCE venait à s'inscrire dans cette dyna-

mique, il se doit en premier de parapher le document portant pacte national économique et social. C'est une fois cette étape franchie qu'on pourra admettre sa participation dans ce genre de consultations», a-t-on souligné. Ceci étant, selon nos sources, la réunion d'évaluation du pacte économique et social doit aboutir à une autre rencontre tripartite en 2009.

A. B.

ZERHOUNI DÉNIE AU TERRORISME TOUTE APPARTENANCE POLITIQUE

Ce grand vainqueur : l'islamisme !

«Celui qui pense que le terrorisme est porteur d'un projet politique se trompe !» Cette affirmation est du ministre de l'Intérieur, Noureddine-Yazid Zerhouni, en réponse à une question de notre confrère de Djazaïr News.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le tout-puissant «premier policier» d'Algérie répond ainsi au général à la retraite Khaled Nezzar qui estimait, récemment dans un entretien avec l'agence Reuters, que «le terrorisme vise à déstabiliser le pouvoir et à substituer au régime un Etat islamique». Ce qui est, effectivement, la raison d'être même du terrorisme. Mais voilà que le bras droit de Bouteflika pense que «cette thèse n'est pas dans l'intérêt supérieur de la nation et qu'elle n'est plus d'actualité». Et voilà que l'on revient à la case départ ! Au cœur même de la crise qui secoue l'Algérie depuis la fin des années quatre-vingt. Zerhouni et Bouteflika, Zeroual et Betchine avant eux, Chadli, Hamrouche et Mehri, au tout début, les uns par calculs politiques, les autres par lâcheté politique ont toujours tenu ce discours consistant à dissocier la subversion terroriste de l'islamisme politique.

Un discours démoralisant et qui, à bien des égards, rejoint la malsaine interrogation du «qui tue qui ?» En tout cas, qui rend obsolète tout le dispositif national de la lutte antiterroriste. Existe-t-il, à travers l'histoire, ne serait-ce qu'un exemple d'une subversion armée sans projet politique ? Peut-on imaginer un seul instant, dans le dramatique cas algérien, que tous ces monstres enfantés par le FIS et la «sahwa» des années 1990 tuent, égorge, massacrent, et depuis deux ans, s'offrent «en offrande à Dieu» sans conviction politico-religieuse ? Peut-on défier la raison pour affirmer qu'il ne s'agit en définitive que «d'individus égarés» écerclés qui montent au maquis juste parce qu'ils auraient été chômeurs ou pour tuer le temps ? !

Les groupes de la mort du GSPC qui, eux, ont une vision politique beaucoup plus large que nos dirigeants, profitent, bien sûr, de cette sorte de «hara-kiri politique» national et n'ont pas hésité à «s'affilier» à Al-Qaïda pour se doter de meilleures techniques et améliorer leurs performances, «comme on le constate au quotidien.

Quant à ces «bases civiles», elles ne pouvaient mieux espérer : dans l'Algérie de 2008, et au bout d'une quinzaine d'années de terrorisme, le plus abjecte que l'humanité ait pu connaître, l'islamisme politique est partout «chez lui».

«Le lobby» islamiste a pris une telle ampleur, en effet, qui contrôle, de nos jours, des secteurs entiers (l'informatique, le commerce, le mouvement associatif, les mosquées, l'administration, les médias, l'école). A quelques nuances près, cela nous ramène à la fin des années quatre-vingt. A cette différence que cette fois-ci, aucun «Nezzar» ne pointe à l'horizon pour réparer les dégâts.

K. A.